

RCS : MARSEILLE

Code greffe : 1303

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de MARSEILLE atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2013 B 03550

Numéro SIREN : 797 935 616

Nom ou dénomination : AASP CONSEILS

Ce dépôt a été enregistré le 16/02/2018 sous le numéro de dépôt 6334

**AASP CONSEILS
SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE
CAPITAL SOCIAL 10000 EUROS
440 AVENUE MARCEL PAUL
BAT 3 L ALIZE
LA ROSE DES VENTS
13400 AUBAGNE
RCS MARSEILLE 797 935 616**

PROCES-VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DES ASSOCIES

L'an Deux Mille Dix Huit,
Le 24 janvier, à 8 heures,

Les associés de la société « AASP CONSEILS », SAS au capital de 10000 € divisé en 1000 actions de 10 € chacune, se sont réunis en assemblée générale extraordinaire, selon convocation qui leur a été faite par la Présidence.

Sont présents :

Monsieur Alain ALZIARY 990 actions numérotées de 1 à 990, soit	990 actions
Madame Sabine PERTUE 10 actions numérotées de 991 à 1000, soit	10 actions
Total des actions des associés présents : 1000 actions soit 100 % du capital	

Est également présente Madame Coralie LARDIER, cessionnaire

Il a été établi une feuille de présence qui a été émarginée par chaque associé en entrant en séance.
L'assemblée est présidée par Monsieur Alain ALZIARY, Président associé de la société.

La feuille de présence révèle que les associés présents ou régulièrement représentés détiennent la totalité des actions et qu'en conséquence l'assemblée est habilitée à prendre toutes décisions extraordinaires conformément aux statuts et aux textes en vigueur exigeant plus de la moitié du capital social.

Le président dépose sur le bureau et met à la disposition de l'assemblée :

- ☐ La feuille de présence,
- ☐ Le texte des résolutions soumises au vote de l'assemblée,
- ☐ Un exemplaire des statuts.

Le président déclare que l'assemblée est appelée à délibérer sur l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

- ⇒ Agrément des cessionnaires des actions,
- ⇒ Constatation du nouvel actionariat
- ⇒ Mise à jour des statuts
- ⇒ Questions diverses.
- ⇒ Pouvoirs pour formalités.

Puis lecture est donnée du rapport de la Présidence.

La discussion est ouverte. Diverses observations sont présentées.

Personne ne demandant plus la parole, le président met successivement aux voix les résolutions suivantes :

PREMIERE RESOLUTION

La collectivité des associés donne acte à la gérance de ce que les dispositions légales concernant la convocation de l'assemblée ont bien été respectées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés et de la cessionnaire.

DEUXIEME RESOLUTION

Conformément à la loi, Madame Sabine PERTUE exprime son intention de céder dix (10) actions de la société, et Monsieur Alain ALZIARY exprime son intention de céder quatre vingt dix (90) actions de la société, de dix (10) euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées, soit un total de cent (100) actions, à prendre sur les 1000 actions qu'ils possèdent, à Madame Coralie LARDIER. La cession se fera à la valeur nominale, soit pour un prix global de mille euros.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés et de la cessionnaire.

TROISIEME RESOLUTION

La collectivité des associés suite à la cession des titres approuvée à la précédente résolution constate que le capital de 10000 euros de la société est divisé en 1000 actions de 10 euros chacune, entièrement libérées, et réparties suite aux diverses cessions intervenues comme suit :

Monsieur Alain ALZIARY 900 actions numérotées de 1 à 900, ci	900 actions
Madame Coralie LARDIER 100 actions numérotées de 901 à 1000, ci	100 actions
Total 1000 actions de 10 euros chacune, représentant le capital social	

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés et de la cessionnaire.

QUATRIEME RESOLUTION

La collectivité des associés, suite à l'adoption de la précédente résolution, décide de modifier en conséquence l'article 8 des statuts, comme suit :

Article 8 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions (nouveau)

Le capital social est fixé à la somme de dix mille euros. Il est divisé en mille actions de dix euros, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux suite aux diverses cessions intervenues comme suit :

à Alain ALZIARY, 900 actions, ci	900 actions
Numérotées de 1 à 900 inclus	
à Coralie LARDIER, 100 actions, ci	100 actions
Numérotées 901 à 1000 inclus	
Total du nombre des actions composant le capital social :	1 000 actions
Soit Mille actions.	

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés et de la cessionnaire.

CINQUIEME RESOLUTION

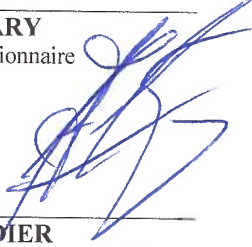
Tous pouvoirs sont donnés à la Présidence pour effectuer ou faire effectuer les formalités de publicité afférentes aux résolutions ci-dessus adoptées.

Cette résolution est adoptée à l'unanimité des associés présents ou représentés et de la cessionnaire.

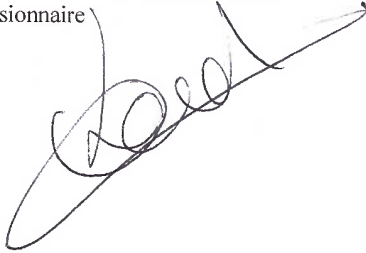
Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par la Présidence et visé par les associés présents à l'assemblée et par la cessionnaire.

Monsieur Alain ALZIARY
Président – Associé et Cessionnaire



Madame Coralie LARDIER
Cessionnaire



Madame Sabine PERTUE
Associée - Cédante



AASP CONSEILS
Société par actions simplifiée
Au capital de 10 000 €
440 Avenue Marcel Paul
Bat 3 L'Alize – La Rose des Vents
13400 Aubagne

RCS MARSEILLE N°797 935 616

ACTE DE CESSION ET D'ACQUISITION D'ACTIONS

LES SOUSSIGNÉS :

Madame Sabine PERTUE,
Villa Nova Bat C
7 Boulevard Lazer
13010 MARSEILLE
Née le 24 février 1976 à Joigny

Monsieur Alain ALZIARY
Campagne La Jeannette n°1590
Quartier des Solans
13400 Aubagne
Né le 2 février 1970 à Aubagne

Ci-après dénommé « LES CEDANTS »,

D'UNE PART,

Madame Coralie LARDIER
Résidence Le Syracuse Bat G
Le Plan de la mer
83270 Saint Cyr sur Mer
Née le 18 juin 1984 à La Ciotat

Ci-après dénommée « LA CESSIONNAIRE »,

D'AUTRE PART,

Ont préalablement à la cession de parts sociales objet des présentes, exposé ce qui suit :

EXPOSE

LES CEDANTS sont associés dans la SAS AASP CONSEILS (ci-après dénommée la société) depuis la constitution en date du 16 octobre 2013.

Celle-ci est immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Marseille sous le numéro 797 935 616.

La société a pour objet : « Exercice de la profession d'expert-comptable ».

L'objet social inclut également, plus généralement toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à celui-ci. Elle peut notamment détenir des participations de toute nature sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre et dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'Ordre des experts comptables.

Il a été apporté au capital de la société, lors de la constitution, des apports en numéraire pour une somme de 10.000 euros ;

Le capital social est fixé à la somme de 10.000 euros divisé en 1.000 actions de 10 euros chacune, souscrites en totalité par les associés, et attribuées compte tenu des diverses cessions intervenues de la manière suivante :

Monsieur Alain ALZIARY 990 actions numérotées de 1 à 990, soit	990 actions
Madame Sabine PERTUE 10 actions numérotées de 991 à 1.000, soit	10 actions
Total égal au nombre d'actions composant le capital social : mille (1.000) actions.	

La Présidence est actuellement assurée par Monsieur Alain ALZIARY, ce depuis la constitution de la société.

La société a une durée de 99 années et doit expirer le 16 octobre 2112.

La clôture de l'exercice social se fait au 31 décembre, le premier exercice a été clôturé le 31 décembre 2014.

Après avoir exposé ce que dessus, les soussignés ont, ainsi qu'il suit, procédé à la cession d'actions objet des présentes.

CONVENTION

Article 1 : Déclarations

LES CEDANTS déclarent :

- Que Madame Sabine PERTUE est de nationalité française.
- Que Monsieur Alain ALZIARY est de nationalité française.
- Qu'ils sont résidents français au sens de la réglementation des changes.
- Qu'ils disposent de la pleine capacité juridique d'aliéner.
- Qu'ils ne sont pas en état de cessation des paiements
- Que les titres objet de la promesse ne sont pas nantis ni loués et qu'ils sont de libre disposition

LA CESSIONNAIRE déclare :

- Qu'elle est de nationalité française.
- Qu'elle est résidente française au sens de la réglementation des changes.
- Qu'elle dispose de la pleine capacité juridique d'acquérir.
- Qu'elle n'est pas en état de cessation des paiements

Article 2 : Cession et achat

LES CEDANTS désignés en tête des présentes cèdent et transportent sous les garanties ordinaires et de droit à la CESSIONNAIRE, qui achètent cent (100) actions de la société, de dix (10) euros chacune de valeur nominale, entièrement libérées, à prendre sur les 1000 actions qu'ils possèdent dans la société sus désignée selon la répartition suivante : Alain ALZIARY cèdent 90 actions à Madame Coralie LARDIER et Sabine PERTUE cède 10 actions à Madame Coralie LARDIER.

Selon les charges et conditions suivantes, étant précisé :

- Que LES CEDANTS déclarent être pleinement propriétaire des actions, objet de la présente cession, qu'ils en ont la libre disponibilité et que celles-ci ne sont grevées d'aucune sûreté ou d'aucune restriction quelconque à leur libre négociabilité ou affectant les droits pécuniaires ou non pécuniaires qui y sont attachés.
- Que les actions objet de la cession ne sont représentées par aucun titre et leur propriété résulte seulement des statuts et des actes qui ont pu les modifier.

Article 3 – Prix

Le prix forfaitaire global de cession de cent (100) actions des CEDANTS est de mille euros (1000 €), soit actuellement compte tenu du nombre d'actions cédées un prix de dix euros (10€) par action.

Ce prix est payé à l'instant même par LA CESSIONNAIRE à hauteur de neuf cent euros (900 €) payés à Monsieur Alain ALZIARY et à hauteur de cent euros (100 €) payés à Sabine PERTUE, soit un total de mille euros payés par LA CESSIONNAIRE aux CEDANTS qui le reconnaissent et lui en consentent bonne et valable quittance.

Article 4 - Propriété et jouissance des titres objet de la cession

LA CESSIONNAIRE aura la propriété et la jouissance des actions cédées à compter de ce jour, selon l'ordre de mouvement de titre, avec tous les droits y attachés. A cet effet, LES CEDANTS mettent et subrogent LA CESSIONNAIRE dans tous les droits et actions attachés aux actions cédées.

Article 5 : Convention de garantie

LES CEDANTS et LA CESSIONNAIRE déclarent être au fait que la société a été immatriculée le 16 octobre 2013, que la clôture du premier exercice a été faite le 31 décembre 2014.

LES CEDANTS assure LA CESSIONNAIRE que la société n'a pas de dette, ceci est confirmé par la CESSIONNAIRE qui est salariée de la société et qui a eu libre accès aux comptes pour les consulter.

De facto CEDANTS et CESSIONNAIRE décident en toute connaissance de ne pas mettre de garantie d'actif et de passif, de ne pas relater le patrimoine les engagements et les résultats de la société dans les présentes.

Concernant la TVA, LA CESSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance que la société est au régime réel, de même qu'en matière d'IS.

Article 6 – Contrats

LA CESSIONNAIRE déclare avoir été informée par LES CEDANTS des contrats en cours tant au niveau juridique que des contrats de travail de la société. CEDANTS et CESSIONNAIRE dispensent le rédacteur de les reprendre dans les présentes.

Article 7 – Bail

LES CEDANTS déclarent avoir informés LA CESSIONNAIRE des termes et conditions du bail. LA CESSIONNAIRE déclare avoir pris connaissance des termes et conditions du bail et décharge le rédacteur d'en faire une reprise dans les présentes.

Article 8 – Déclarations fiscales

Pour la perception des droits d'enregistrement, LES CEDANTS déclarent que la société AASP CONSEILS est soumise à l'impôt sur les sociétés. Ils déclarent également que les actions cédées ne confèrent pas la jouissance de droits immobiliers.

Article 9 – Fiscalité de la cession

LES CEDANTS sont propriétaires des actions cédées pour les avoir acquises à la valeur nominale de dix euros l'action, en date du 16 octobre 2013, selon statuts constitutifs.

La cession se faisant à la valeur nominale, il n'y aura pas de plus-value ni de moins-value de cession.

Article 10 – Signification

La cession a été agréée par assemblée générale extraordinaire en date du 24 janvier 2018.

Article 11 - Litiges - contestations

Tous différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution des présentes seront soumis aux tribunaux de Marseille.

Article 12 - Affirmation de sincérité du prix

Les parties affirment, sous les peines édictées par l'article 1837 du Code Général des Impôts, que le présent acte exprime l'intégralité du prix convenu.

Article 13 - Election de domicile

Pour l'exécution des présentes et de leur suite, les parties font élection de domicile en leur demeure respective sus indiquée et spécialement pour la validité d'éventuelles inscriptions à prendre au Greffe du Tribunal de commerce de Marseille.

Article 14 - Frais

Les frais, droits et honoraires des présentes et de leurs suites seront supportés par LA CESSIONNAIRE qui s'y oblige.

Article 15 - Clause de rigueur

Les parties déclarent être garantes de l'exactitude des énonciations faites aux présentes que le rédacteur n'a fait ici que reproduire.

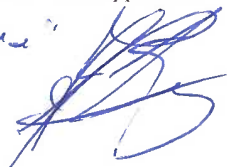
Article 16 - Pouvoirs

Tous pouvoirs sont confiés au porteur d'un original des présentes pour remplir ou requérir toutes formalités.

Fait et passé en 5 exemplaires originaux de quatre pages à Aubagne, le 24 janvier 2018

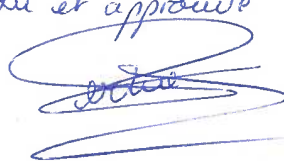
Monsieur Alain ALZIARY

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

Lu et approuvé


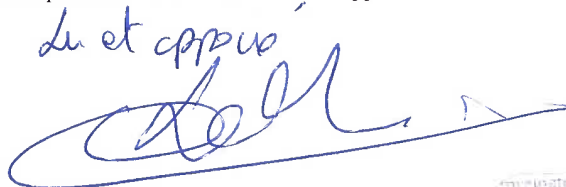
Madame Sabine PERTUE

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

Lu et approuvé


Madame Coralie LARDIER

Signature précédée de la mention « Lu et approuvé »

Lu et approuvé


Enregistré au SERVICE DÉPARTEMENTAL DE L'ENREGISTREMENT
MARSEILLE

Le 12/02 2018 Dossier 2018 04166, référence 2018 A 02087

Enregistrement : 25 € Pénalités : 0 €

Total liquidé : Vingt-cinq Euros

Montant reçu : Vingt-cinq Euros

Le Contrôleur des finances publiques


MARSEILLE
Contrôleur
des Finances Publiques

AASP CONSEILS

SOCIETE PAR ACTIONS SIMPLIFIEE

Au capital de Dix Mille euros (10.000 €)

Siège social : 440 Avenue Marcel Paul

Bât 3 L'Alizé

La Rose des Vents

13400 Aubagne

R.C.S. MARSEILLE 797 935 616

STATUTS

Mis à jour selon AGE du 24 janvier 2018

Copie certifiée conforme

Alain ALZIARY
Président - Associé



STATUTS

Article 1^{er} – Forme

Il existe entre les propriétaires des actions créées ci-après et de toutes celles qui le seraient ultérieurement, une société par actions simplifiée régie par le livre II du code de commerce, l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945, ainsi que par les présents statuts.

Article 2 – Dénomination sociale

La dénomination de la société est : AASP CONSEILS

La société sera inscrite au tableau de l'Ordre des experts-comptables sous sa dénomination sociale. Les actes et documents émanant de la société et destinés aux tiers, notamment les lettres, factures, annonces et publications diverses, devront non seulement faire précéder ou suivre la dénomination sociale des mots « société par actions simplifiée » ou des lettres S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social, mais aussi faire suivre cette dénomination de la mention « société d'expertise comptable » et de l'indication du tableau de la circonscription de l'Ordre où la société est inscrite.

Article 3 – Objet social

La société a pour objet l'exercice de la profession d'expert-comptable. Elle peut réaliser toutes opérations compatibles avec son objet social et qui se rapportent à celui-ci. Elle peut notamment détenir des participations de toute nature sous le contrôle du Conseil régional de l'Ordre et dans les conditions fixées par le règlement intérieur de l'Ordre des experts-comptables.

Article 4 - Siège social

Le siège social est fixé à :

440 Avenue Marcel Paul - Bât 3 L'Alizé – La Rose des Vents – 13400 Aubagne

Il pourra être transféré dans le même département ou dans un département limitrophe, par simple décision du président, qui, dans ce cas, est autorisé à modifier en conséquence les statuts de la société, sous réserve de ratification par la prochaine décision de la collectivité des associés, et, partout ailleurs en France, en vertu d'une délibération de la collectivité des associés.

Article 5 – Durée

La durée de la société est fixée à 99 années à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf les cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

Article 6 - Apports - Formation du capital

Les mille actions d'origine de 10 euros chacune formant le capital social représentent, à concurrence de mille actions, des apports en numéraire.

Apports en numéraires :

Une somme totale versée par les associés de dix mille euros correspondant à mille (1000) actions de dix euros chacune, entièrement souscrites et intégralement libérées est déposée, à un compte ouvert au nom de la société en formation à la Caisse d'Epargne, qui a délivré le certificat prescrit par la loi, sur présentation de la liste des associés mentionnant les sommes versées par chacun d'eux établie par les associés et annexée à chacun des originaux des présentes.

RECAPITULATION

Les apports en numéraire s'élèvent à la somme de 10 000 euros, ci	10 000 euros
Total égal au capital social : 10 000 euros, ci	10 000 euros

Article 7 - Avantages particuliers

Les présents statuts ne stipulent aucun avantage particulier.

Article 8 - Capital social - Liste des associés - Répartition des actions (nouveau)

Le capital social est fixé à la somme de dix mille euros. Il est divisé en mille actions de dix euros, souscrites en totalité par les associés et attribuées à chacun d'eux suite aux diverses cessions intervenues comme suit :

à Alain ALZIARY, 900 actions, ci Numérotées de 1 à 900 inclus	900 actions
à Coralie LARDIER, 100 actions, ci Numérotées 901 à 1000 inclus	100 actions
Total du nombre des actions composant le capital social : Soit Mille actions.	1 000 actions

La société membre de l'Ordre communique annuellement aux conseils de l'Ordre dont elle relève la liste de ses associés ainsi que toute modification apportée à cette liste.

Article 9 – Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté, réduit ou amorti conformément aux lois et règlements en vigueur.
La collectivité des associés, délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires sur le rapport du président, est seul compétente pour décider d'augmenter, de réduire ou d'amortir le capital.
Dans tous les cas, la réalisation d'opérations sur le capital doit respecter les règles de détention des actions au profit des professionnels experts-comptables.

Article 10 – Libération des actions

En cas d'augmentation de capital, les actions souscrites en numéraire sont obligatoirement libérées, lors de la souscription, du quart au moins de leur valeur nominale et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.
La libération du surplus doit intervenir, en une ou plusieurs fois, sur appel du président, dans le délai de cinq ans à compter du jour où l'opération est devenue définitive.
Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement, par lettre recommandée avec accusé de réception, adressée à chaque associé.
A défaut par les associés d'effectuer à leur échéance, les versements exigibles, ils sont passibles, sans qu'il soit besoin de mise en demeure, d'un intérêt de retard fixé par le président en fonction des taux couramment pratiqués sur le marché, à compter du jour de l'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 11 – Droits et obligations attachés aux actions

1) Chaque action, en l'absence de catégories d'actions, donne droit dans les bénéfices, l'actif social et le boni de liquidation à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.
Chaque associé a le droit de participer aux décisions collectives par lui-même ou par un mandataire, choisi parmi les autres associés. A chaque action est attachée une seule voix. Les droits de vote de chaque associé sont proportionnels au nombre d'actions qu'il détient dans le capital.
Chaque action donne, en outre, le droit d'être informé sur la marche de la société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2) Les associés ne sont tenus du passif social et ne supportent les pertes que jusqu'à concurrence de leurs apports.
Toutefois, les experts-comptables associés assument dans tous les cas la responsabilité de leurs travaux et activités. La responsabilité propre de la société laisse subsister la responsabilité personnelle de chaque expert-comptable associé en raison des travaux qu'il exécute lui-même pour le compte de la société. Les travaux et

activités doivent être assortis de la signature personnelle de l'expert-comptable associé ainsi que du visa ou de la signature sociale. (*Ord., art. 12, al. 3*)

Les droits et obligations attachés à l'action suivent la propriété du titre.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts de la société et aux décisions de la collectivité des associés.

3) Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires qui ne possèdent pas ce nombre auront à faire leur affaire personnelle du groupement, et éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions nécessaires.

4) Hors les cas prévus par la loi, les associés ne peuvent effectuer aucun prélèvement sur l'actif social.

5) Tout associé exerçant ou ayant exercé, au sein de la société, à quelque titre que ce soit, toute activité visée aux articles 2 et 22 de l'ordonnance n° 45-2138 du 19 septembre 1945 s'interdit de démarcher ou de solliciter, de quelque manière que ce soit, les clients de la société. Il s'interdit pareillement d'accomplir à leur profit toute prestation de même nature, à quelque titre que ce soit.

Par client de la société, on entend toute personne, physique ou morale, au profit de laquelle la société a accompli une ou plusieurs prestations entrant dans son objet à l'époque où l'associé exerçait son activité au sein de la société.

Cette interdiction prend effet dès le début de l'exercice, par l'associé, de son activité au sein de la société et prend fin vingt quatre mois après qu'il a cessé de faire partie de la société. Elle n'a d'effet que lorsque l'associé est établi dans un rayon de cent kilomètres autour de tout bureau de la société.

Article 12 – Forme, négociabilité, indivisibilité et démembrement des actions

1) Les actions sont nominatives ; elles donnent lieu à une inscription à un compte ouvert par la société au nom de l'associé dans les conditions et selon les modalités prévues par la loi et les règlements en vigueur.

2) Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés ou après la réalisation définitive de l'augmentation de capital si elles résultent d'une augmentation de capital.

La cession des actions s'opère par ordre de mouvement signé par le cédant ou son mandataire et accompagné le cas échéant des pièces justificatives.

Dans le cas où les actions ne sont pas intégralement libérées, l'ordre de mouvement doit porter l'acceptation signée par le cessionnaire ou son mandataire.

Tous les frais résultant du transfert sont à la charge du cessionnaire.

3) Les actions sont indivisibles à l'égard de la société ; tous les copropriétaires indivis d'actions sont tenus de se faire représenter auprès de la société par un mandataire unique désigné d'accord entre eux ou à défaut en justice à la requête du copropriétaire le plus diligent.

4) L'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient à l'usufruitier dans les décisions collectives ordinaires et au nu-propriétaire dans les décisions collectives extraordinaires.

5) Le bailleur et le locataire d'actions ont le droit de participer à toutes les décisions de la collectivité des associés. Toutefois, le droit de vote appartient au bailleur lorsqu'il s'agit de modifier les statuts ou de changer la nationalité de la société et au locataire pour toutes les autres décisions de la collectivité des associés. Pour l'exercice des autres droits attachés à l'action, le bailleur est assimilé au nu-propriétaire et le locataire à l'usufruitier.

Article 13 - Transmission des actions

Toute cession d'actions ayant pour effet l'admission d'un nouvel associé est subordonnée à l'agrément résultant d'une décision extraordinaire de la collectivité des associés.

Par cession il faut entendre toute décision ou toute opération, à titre onéreux ou à titre gratuit, emportant transfert ou démembrement de propriété, y compris par l'effet d'une transmission universelle de patrimoine ou d'une adjudication publique en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement. Sont aussi considérées comme des cessions, pour l'application des présentes stipulations, la location et le crédit-bail d'actions.

La demande d'agrément indique les noms, prénoms ou dénomination sociale, adresse du domicile ou du siège et forme juridique du cessionnaire, le nombre des actions dont la cession est projetée et, le cas échéant, le prix offert. Elle est notifiée à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le refus d'agrément est notifié au demandeur par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou par exploit d'huissier. L'agrément peut aussi résulter du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant demande d'agrément.

Si la société n'agrée pas le cessionnaire proposé, le président est tenu, dans le délai de trois mois à compter de la notification de la date portée sur l'avis de réception de la lettre recommandée emportant refus d'agrément, de faire acquérir les actions soit par un associé ou par un tiers, dûment agréé, soit, avec le consentement du cédant, par la société en vue d'une réduction de capital.

Si, à l'expiration de ce délai, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné. Toutefois, ce délai peut être prolongé par décision de justice à la demande de la société. L'achat ne peut être considéré comme n'étant pas réalisé du seul fait que les actions n'ont pas été inscrites au compte de l'acheteur.

A défaut d'accord entre les parties sur le prix des actions cédées, celui-ci est fixé par expert, selon les modalités définies à l'article 1843-4 du code civil. Les honoraires de l'expert et les frais d'expertise sont à la charge du cédant.

En cas de refus d'agrément, le cédant peut, à tout moment, renoncer à la cession, même après la fixation du prix par expert.

De même est soumise à agrément, dans les mêmes conditions, toute cession de valeurs mobilières, de droits préférentiels de souscription, de droits d'attribution et de tous autres droits négociables émis par la société.

Article 14 – Cessation d'activité d'un professionnel associé

Le professionnel associé qui cesse d'être inscrit au tableau interrompt toute activité d'expertise comptable au nom de la société à compter de la date à laquelle il cesse d'être inscrit.

Lorsque sa cessation d'activité pour quelque cause que ce soit, sa radiation ou son omission du tableau a pour effet d'abaisser la part du capital social détenue par des experts comptables au-dessous des quotités légales, la société saisit le conseil régional de l'ordre dont elle relève afin que celui-ci lui accorde un délai en vue de régulariser sa situation.

Au cas où les stipulations de l'alinéa précédent ne sont plus respectées, l'associé est exclu de la société, ses actions étant, dans un délai de trois mois suivant l'expiration du délai mentionné à l'alinéa précédent, rachetées soit par toute personne désignée par la société, soit par celle-ci. Dans ce dernier cas, elles sont annulées. A défaut d'accord amiable sur le prix, celui-ci est fixé dans les conditions visées à l'article 1843-4 du code civil.

Article 15 – Président

La société est représentée à l'égard des tiers par un président qui est choisi parmi les experts-comptables associés.

Le président est nommé et peut être révoqué à tout moment par une décision ordinaire de la collectivité des associés. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des associés ne statue sur sa révocation.

Le président est nommé pour une durée déterminée ou indéterminée précisée dans l'acte de nomination. A défaut, il est désigné pour la durée de la société. La collectivité des associés fixe sa rémunération.

Dans les rapports avec les tiers, le président représente la société et est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société. Les stipulations des présents statuts limitant les pouvoirs du président sont inopposables aux tiers.

Le président ne peut agir à l'égard des tiers que dans les limites de l'objet social. Toutefois, la société est engagée même par les actes du président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne suffisant pas à constituer cette preuve.

Le président dirige et administre la société.

Article 16 – Directeurs généraux

Sur la proposition du président, la collectivité des associés peut nommer un ou plusieurs directeurs généraux chargés d'assister le président.

Tout directeur général est révocable à tout moment par la collectivité des associés, sur la proposition du président. Il peut être révoqué sans indemnité, ni préavis, ni précision de motifs et sans que sa révocation soit portée à l'ordre du jour. Toutefois, il doit être invité à présenter ses observations avant que la collectivité des

associés ne statue sur sa révocation. En cas de démission ou de révocation du président, il conserve ses fonctions et ses attributions jusqu'à la nomination du nouveau président.

Chaque directeur général est désigné pour la durée des fonctions du président restant à courir et exerce, concurremment avec le président, les mêmes pouvoirs que celui-ci. Sa rémunération est fixée par la collectivité des associés.

Les stipulations des quatrième et cinquième alinéa de l'article 15 des présents statuts sont applicables au directeur général.

Article 17 – Conventions interdites

A peine de nullité du contrat, il est interdit au président et aux directeurs généraux de contracter, sous quelque forme que ce soit, des emprunts auprès de la société, de se faire consentir par elle un découvert en compte courant ou autrement, ainsi que de faire cautionner ou avaliser par elle leurs engagements envers les tiers.

La même interdiction s'applique aux conjoints, ascendants et descendants des personnes ci-dessus ainsi qu'à toute personne interposée.

Article 18 – Conventions soumises à approbation

Et soumise à l'approbation de la collectivité des associés toute convention intervenue, directement ou par personne interposée entre la société, son président, l'un de ses directeurs généraux ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la société la contrôlant au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce.

Cette convention doit être portée à la connaissance du président dans le délai d'un mois du jour de sa conclusion. Le président établit un rapport sur les conventions conclues au cours de l'exercice écoulé. La collectivité des associés statue sur ce rapport en même temps que sur les comptes sociaux du même exercice. Toutefois, lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, il est seulement fait mention de la convention au registre des associés. Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, sauf à la personne intéressée et, le cas échéant, au président et les autres dirigeants d'en supporter les conséquences dommageables pour la société.

Article 19 - Conventions courantes

Les stipulations de l'article 18 des présents statuts ne sont pas applicables aux conventions portant sur des opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Article 20 – Modalités de la consultation des associés

Le président sollicite toute décision collective sur un ordre du jour qu'il fixe.

Les décisions collectives sont prises par consultation écrite ou en assemblée, au choix du président.

Lorsque la société ne comprend qu'un seul associé, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à la collectivité des associés par la loi ou les présents statuts. Dans ce cas, les décisions collectives revêtent la forme d'une consultation écrite.

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute décision, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la société.

En cas de consultation écrite, le président adresse à chacun des associés, en même temps que le texte des projets de résolution, tous documents d'information nécessaires à la prise des décisions sollicitées. A cet effet, il peut utiliser tous procédés de communication écrite. L'associé consulté répond dans un délai de huit jours à compter de la réception de la demande de consultation, en ayant recours à tous procédés de communication écrite. Son défaut de réponse dans le délai de huit jours équivaut à un rejet des projets de résolution.

En cas de décisions prises en assemblée, le président adresse celle-ci aux associés par tout procédé de communication écrite huit jours au moins avant la date fixée pour la réunion. Les convocations comportent l'indication du jour, de l'heure et du lieu ainsi que l'ordre du jour de la réunion. La réunion peut être organisée par visio-conférence ou par conférence téléphonique. Dans le cas où tous les associés sont présents ou représentés, l'assemblée se réunit valablement sur convocation verbale et sans délai.

L'assemblée est présidée par le président, qui est habilité à certifier conformes les procès-verbaux des assemblées et peut déléguer ce pouvoir. A défaut, l'assemblée élit son président.

Article 21 – Décisions collectives

Les décisions de la collectivité des associés sont ordinaires ou extraordinaires.

Les décisions ordinaires sont adoptées à la majorité simple des voix attachées aux actions composant le capital social. Constituent des décisions ordinaires les décisions suivantes :

- nomination et révocation du président et des directeurs généraux,
- approbation des comptes et répartition du résultat,
- approbation des conventions conclues entre la société et son président, ses directeurs généraux ou ses associés.

Les décisions extraordinaires sont adoptées à la majorité des deux tiers des voix attachées aux actions composant le capital social. Constituent des décisions extraordinaires les décisions suivantes :

- augmentation, réduction et amortissement du capital social,
- fusion, scission ou apport partiel d'actif soumis au régime des scissions,
- dissolution, prorogation, transformation de la société,
- toute autre modification des statuts, à l'exception du transfert du siège social dans le même département ou dans un département limitrophe, pour lequel la ratification par une décision de la collectivité des associés est simplement exigée en vertu de l'article 4 des présents statuts,
- agrément d'un nouvel associé.

Toute autre décision relève de la compétence du président.

Article 22 – Procès-verbaux

Lors de chaque assemblée, est tenue une feuille de présence, et il est dressé un procès-verbal de la réunion, signé par le président de séance et au moins par un associé présent.

Le procès-verbal indique la date et le lieu de la réunion, les nom, prénom et qualité du président de séance, les noms et prénoms des associés présents ou représentés avec l'indication du nombre d'actions détenues par chacun d'eux et les conditions d'exercice de leur droit de vote, les documents et rapports soumis à l'assemblée, un résumé des débats, les textes des résolutions mises aux voix et le résultat des votes.

Pour chaque consultation écrite, celui qui a sollicité la consultation consigne le résultat de celle-ci dans un procès-verbal, qu'il signe et auquel est annexée la réponse de chaque associé.

Les procès-verbaux sont établis ou reportés sur des registres spéciaux tenus conformément aux dispositions légales en vigueur, à la diligence du président de la société.

Les copies ou extraits des délibérations des associés sont valablement certifiés conformes par le président de la société. Au cours de la liquidation de la société, leur certification est valablement effectuée par un seul liquidateur.

Article 23 - Exercice social

L'exercice social commence le 1^{er} janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprendra le temps écoulé depuis l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés jusqu'au 31 décembre 2014.

En outre, les actes accomplis pour le compte de la société pendant la période de constitution et repris par celle-ci seront rattachés à cet exercice.

Article 24 – Inventaire et comptes annuels

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales, conformément à la loi.

A la clôture de chaque exercice, le président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date.

Il dresse également le bilan décrivant les éléments actifs et passifs et faisant apparaître de façon distincte les capitaux propres, le compte de résultat récapitulant les produits et les charges de l'exercice, ainsi que l'annexe complétant et commentant l'information donnée par le bilan et le compte de résultat.

Le président établit le rapport de gestion sur la situation de la société durant l'exercice écoulé, son évolution prévisible, les événements importants survenus entre la date de clôture de l'exercice et la date à laquelle il est établi, ses activités en matière de recherche et de développement.

Article 25 - Affectation des résultats et répartition des bénéfices

La différence entre les produits et les charges de l'exercice, après déduction des amortissements et des provisions, constitue le bénéfice ou la perte de l'exercice.

Sur le bénéfice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures, il est prélevé cinq pour cent pour constituer le fonds de réserve légale. Ce prélèvement cesse d'être obligatoire lorsque le fonds de réserve a atteint une somme égale au dixième du capital social. Il reprend son cours lorsque, pour une cause quelconque, la réserve est descendue au-dessous de ce dixième.

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice, diminué des pertes antérieures et du prélèvement prévu ci-dessus et augmenté des reports bénéficiaires.

Le bénéfice disponible est à la disposition de la collectivité des associés qui, sur la proposition du président, peut, en tout ou partie, le reporter à nouveau, l'affecter à des fonds de réserve généraux ou spéciaux, ou le distribuer aux associés à titre de dividendes.

En outre, la collectivité des associés peut décider la mise en distribution des sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, le dividende est prélevé par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

L'écart de réévaluation n'est pas distribuable ; il peut être incorporé en tout ou partie au capital.

Article 26 – Capitaux propres inférieurs à la moitié du capital social

Si, du fait des pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de solliciter une décision de la collectivité des associés, à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum dans les sociétés par actions et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves si, dans ce délai, les capitaux propres ne sont pas redevenus au moins égaux à la moitié du capital social.

Article 27 – Transformation, prorogation, dissolution et liquidation de la société

1) La société pourra se transformer en société de toute autre forme, conformément aux règles résultant de la législation alors en vigueur.

La transformation régulière de la société n'entraîne pas la création d'un être moral nouveau.

2) Un an au moins avant la date d'expiration de la société, le président doit solliciter une décision de la collectivité des associés à l'effet de décider, dans les conditions requises pour la modification des statuts, si la société doit être prorogée.

3) A l'expiration du terme fixé par la société ou en cas de dissolution anticipée, la collectivité des associés règle les modalités de la liquidation et nomme un ou plusieurs liquidateurs dont elle détermine les pouvoirs et qui exercent leurs fonctions conformément à la loi.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, l'expiration de la société ou sa dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique personne morale, sans qu'il y ait lieu à liquidation, sous réserve du droit d'opposition des créanciers sociaux.

Article 28 - Nomination du premier président

M. Alain ALZIARY est nommé président de la société pour une durée indéterminée.

M. Alain ALZIARY accepte lesdites fonctions et déclare qu'il satisfait à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour l'exercice de ce mandat social.

La rémunération du président sera fixée ultérieurement par la collectivité des associés.

Article 29 - Jouissance de la personnalité morale et engagements de la période de formation

La société est constituée sous la condition suspensive de son inscription au tableau de l'Ordre. Elle jouira de la personnalité morale à dater de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

L'état des actes accomplis au nom de la société en formation, avec indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulte pour la société, est annexé aux présents statuts dont la signature emportera reprise desdits engagements par la société lorsque celle-ci aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés. Cet état a été tenu à la disposition des associés à l'adresse prévue du siège social.

Les associés donnent mandat à M Alain ALZIARY de prendre pour le compte de la société les engagements nécessaires à son immatriculation et à son développement.

Ces engagements seront repris par la société du fait de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés.

Article 30 - Publicité et pouvoirs

Tous pouvoirs sont donnés à M. Alain ALZIARY pour effectuer les formalités de publicité prescrites par la loi et les règlements et notamment pour signer l'avis à insérer dans un journal habilité à recevoir les annonces légales dans le département du siège social.

Article 31 – Frais

Tous les frais, droits et honoraires des présents statuts et de leurs suites seront pris en charge par la société lorsqu'elle aura été immatriculée au registre du commerce et des sociétés.

Statuts mis à jour selon AGE du 24 janvier 2018

Monsieur Alain ALZIARY
Président – Associé



Madame Coralie LARDIER
Associée

